



# WEEKLY NOTE

## NOTE DE CONJOCTURE

**Ville morte à Kinshasa, Beni et Butembo : quelles leçons pour le régime de Tshisekedi ?**

Deuxième semaine  
Juin 2026

## **Ville morte à Kinshasa, Beni et Butembo : quelles leçons pour le régime de Tshisekedi ?**

Sur appel des opposants politiques notamment la coalition C64 regroupant les personnalités importantes dont Martin Fayulu, Moïse Katumbi, Matata Ponyo, avec le soutien de la société civile, le mercredi 3 juin 2026, les villes de Kinshasa, Beni et Butembo en République démocratique du Congo ont vécu une journée de « ville morte ». Si l'ampleur du suivi de la part de la population a varié selon les régions (forte à Butembo et Beni, un peu plus timide à Kinshasa), cet événement constitue un avertissement politique majeur pour le second mandat de Félix Tshisekedi. Au-delà de la simple paralysie des activités économiques, cette journée de protestation lancée par l'opposition politique congolaise est un message délivré au pouvoir en place sur l'état de la démocratie congolaise et les risques liés au projet de révision constitutionnelle.

### **Toutes les majorités sont-elles constituantes ?**

L'une des leçons fondamentales de cette contestation est la distinction entre une majorité électorale et une majorité constituante. Le régime actuel dispose d'une majorité parlementaire confortable, cependant, les événements comme la journée ville morte organisée servent de rappel aux dirigeants congolais que détenir le pouvoir ne donne, en aucun cas, le pouvoir de modifier le pacte social de 2006. La Constitution de 2006 est vue non pas comme un simple texte législatif, mais le fruit d'un compromis historique visant à mettre fin à des décennies de guerre et d'arbitraire.

En s'appuyant sur l'article 64, les opposants politiques congolais cherchent à rappeler au pouvoir en place que la souveraineté appartient au peuple, et que de son propre chef, le régime en place ne peut pas défaire les articles dits « verrouillés » dont celui 220, qui protège la forme républicaine de l'État et la limitation des mandats du président de la république. La ville morte du 3 juin, qui, selon l'opposition, n'est que la première d'une série préparée si le projet du pouvoir en place persiste, agit ici comme un rappel brutal : gouverner avec une majorité parlementaire ne donne pas le droit de refonder unilatéralement les règles du jeu démocratique.

Aussi, ce silence observé dans ces trois villes de la république le 03 Juin constitue aussi un langage politique. Le succès de la journée à Butembo et Beni, où boutiques, écoles et transports sont restés à l'arrêt, est une preuve irréfutable que le silence peut être un langage politique plus puissant que les discours. En choisissant de rester chez elle, la population a exprimé une forme de soutien à toute stratégie visant à bloquer le plan de révision constitutionnelle prôné par le

régime en place, et constitue par là-même un signal fort, exprimant également une désobéissance civile pacifique qui neutralise la capacité de coercition de l'État.

### **Révision constitutionnelle : réponse à une crise nationale ou une ambition politique ?**

Le régime Tshisekedi justifie le besoin d'un nouveau texte par la nécessité d'adapter la Constitution aux « réalités congolaises » actuelles, la qualifiant de texte « rédigé à l'étranger ». Cependant, la contestation actuelle souligne un manque de crédibilité flagrant de cet argument. Pour l'opposition congolaise et de la société civile (comme le mouvement FILIMBI), le projet de réforme apparaît moins comme une solution technique qu'une manœuvre pour permettre au Président Tshisekedi de briguer un troisième mandat.

Opposant ou de la majorité, tout celui qui s'oppose à cette initiative se met au dos les membres de la classe politique dirigeante, à l'exemple de l'ancien deuxième vice-président du Sénat, Modeste Bahati Lukwebo. Celui-ci, lors d'une conférence de presse avait déclaré que « le pays n'a pas un problème de textes, mais d'hommes », s'opposant ainsi au plan de changement constitutionnel, propos qui lui a valu son poste à la chambre haute du parlement de la République.

Plusieurs analystes soulèvent qu'une réforme constitutionnelle, pour être légitime, devrait répondre aux failles structurelles de l'État. Or, l'impression dominante derrière ce plan de changement de constitution est celle d'une instrumentalisation du droit au service d'une ambition personnelle de se maintenir au pouvoir du président au-delà de 2028. Le président lui-même ne cache plus ce souhait. Alors le 06 mai 2026, lors d'une conférence de presse, répondant à une question d'un journaliste, il en a exprimé le désir « si le peuple le lui demande », avait-il déclaré.

Dans ce contexte, cette ville morte, décrétée par les opposants, constitue un moyen pour rappeler au régime en place que, tant que le pouvoir ne prouvera pas que la réforme vise l'intérêt général plutôt que la survie d'un clan, cette initiative restera perçue comme une « trahison » des aspirations populaires.

### **La Constitution comme dernier rempart de la méfiance démocratique.**

Dans un contexte de délitement des institutions et de rétrécissement de l'espace politique, la Constitution de 2006 apparaît comme le dernier rempart contre l'arbitraire. La méfiance envers les dirigeants est telle que le texte constitutionnel est devenu l'unique garantie de stabilité pour les citoyens.

Pour Martin Fayulu, l'un des leaders de l'opposition politique congolaise, chercher à toucher à l'article 220 de la constitution est une « ligne rouge » à ne pas franchir par le régime en place, à qui il reproche déjà une mauvaise gestion des institutions. Aussi, pour de nombreux analystes, la pratique actuelle du pouvoir a déjà fragilisé l'équilibre institutionnel. Dans ce cadre, toucher à la Constitution n'est pas vu comme une modernisation, mais comme l'effondrement définitif des derniers garde-fous démocratiques. Selon eux, la Constitution sert de dernier « bouclier » que le peuple estime encore posséder face à l'hégémonisme clanique.

Les contestations populaires face au plan de révision constitutionnelle semblent ne pas être directement liées à leur attachement aux textes, c'est surtout par peur de l'incertitude. En effet, le régime en place soulève l'argument selon lequel la constitution actuelle ne permet pas de répondre aux besoins de la population congolaise, et freinerait donc l'avancement de certains projets du gouvernement. Cependant, le manque de précision sur les articles concernés et qui méritent une révision crée l'incertitude dans la sphère populaire. Le passage vers une nouvelle Constitution est perçu dans ce cadre comme un saut dans l'inconnu, susceptible de transformer une crise politique en crise existentielle pour la nation.

Aussi, le pouvoir en place envisage le recours au peuple par voie référendaire, pour donner à ce dernier la possibilité de s'exprimer sur la question de changement constitutionnel. Cet argument laisse planer des doutes sur la vraie raison derrière cette urgence de réviser la constitution, d'autant plus qu'il est impossible d'envisager l'organisation des élections en 2028 sans les provinces du Sud et Nord Kivu, sous contrôle du mouvement AFC/M23. Ceci pousse de ce fait à s'interroger sur la raison de l'urgence de la révision constitutionnelle.

Bien plus, la société civile soulève le décalage entre l'agenda du pouvoir en place et les urgences de la population. A Butembo par exemple, les organisateurs de la ville morte, membres de la société civile ont été clairs à ce sujet : la priorité absolue reste la paix et la sécurité face aux tueries incessantes, et non le changement de la constitution. Il semble, tout compte fait que, le régime en place a ses propres priorités, qui sont celles susceptible de lui permettre de rester au pouvoir ; celles-ci sont très excentrées par rapport aux priorités de la population.

Dans ce contexte, la réussite de la ville morte de ce 3 juin constitue un message que le peuple préfère s'accrocher à un texte jugé imparfait par le régime mais connu, plutôt que de risquer un « abîme institutionnel » provoqué par les ambitions d'une élite isolée. Ainsi donc, la ville morte du 3 juin 2026 dans les villes de Kinshasa, Beni et Butembo, bien qu'au départ perçue comme un test de popularité pour l'opposition, elle est un avertissement pour le régime de Félix

Tshisekedi. Elle révèle un pays qui refuse de voir son destin lié aux ambitions d'un seul homme ou d'un clan. Pour le pouvoir en place, persister dans cette voie sans un consensus national sincère reviendrait à « jouer avec le feu » dans une nation déjà meurtrie par la guerre, des conflits de toute nature et des crimes économiques de toute espèce.